

La politique étrangère absente des débats

Une fois encore, les Canadiens devront signer un chèque en blanc à leurs élus et faire confiance au prochain gouvernement pour mener une politique étrangère qui serve leurs intérêts et leurs valeurs

JUSTIN MASSIE ET DAVID MORIN
Justin Massie est doctorant à Queen's University et David Morin est chercheur post-doctoral au Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix de l'Université de Montréal. Tous deux sont chercheurs associés à la Chaire de recherche du Canada en politiques étrangères et de défense canadiennes de l'UQAM.

La politique internationale est pour le moment le grand absent des débats de la campagne électorale. À dire vrai, rares ont été les élections durant lesquelles le rôle et les intérêts du Canada dans le monde ont été réellement et publiquement débattus.

Il y a quelques mois, plusieurs croyaient pourtant que l'Afghanistan serait un enjeu central des prochaines élections. À l'exception des pressions de l'opposition afin que les coûts de la mission soient rendus publics ou les assimilations simplistes entre Stephen Harper et George W. Bush, l'écho

Rares ont été les élections durant lesquelles le rôle et les intérêts du Canada dans le monde ont été réellement et publiquement débattus.

est faible. Si certains analystes soutiennent que la mort d'un 100^e soldat canadien ramènerait la question au cœur du débat public, rien n'est moins sûr.

Il y a d'abord la manœuvre du premier ministre Harper qui a tenté de soustraire l'Afghanistan du débat public en réitérant que la mission canadienne prendrait fin en 2011. Si cette promesse fleure bon l'argument électoral et n'engage pas vraiment le gouvernement conservateur s'il devenait majoritaire, elle a l'avantage d'avoir désamorcé une bombe politique.

Conservateurs et libéraux semblent d'ailleurs se satisfaire de cette marginalisation du dossier afghan. Les premiers redoutent que le scepticisme éprouvé par une majorité des Canadiens – et par trois quarts des Québécois – mine leurs chances de succès. Les seconds craignent que leur appui à la prolongation de la mission réduise leurs gains électoraux, particulièrement au Québec.

Si le Bloc québécois dénonce la politique « belliqueuse » du gouvernement Harper, il se heurte à un public finalement assez désintéressé: plusieurs sondages indiquent que moins de 5% de la population estime que la politique étrangère devrait être un thème important des élections. Ce qui explique l'absence de débats à propos d'enjeux pourtant cruciaux liés à la mission afghane.

Enjeux cruciaux

Au moins trois d'entre eux méritent d'être débattus. Premièrement, il est à noter que les libéraux semblent, à certains égards, plus interventionnistes que les conservateurs. Leur plateforme électorale indique un désir d'intervenir militairement « ailleurs dans le monde », c'est-à-dire n'importe où sauf à Kandahar, incluant une autre province afghane. Alors que les conservateurs envisagent une présence militaire allégée à Kandahar afin, entre autres, de donner un répit aux Forces canadiennes, les libéraux ne précisent ni où ni pourquoi le Canada devrait s'engager ailleurs.

Deuxièmement, le Canada pourrait se retrouver dans une position difficile au moment de se retirer (partiellement) d'Afghanistan. D'une part, le processus de négociation avec les talibans modérés risque de ne pas être achevé. Après avoir sévèrement critiqué « Taliban Jack » (Layton) à ce sujet, les conservateurs ont en effet fini par appuyer officiellement « l'établissement d'un processus transparent et efficace visant à la réconciliation des insurgés ». Un second objectif pour 2011 veut que l'armée natio-



Le premier ministre Stephen Harper (à droite) serre la main du président afghan, Hamid Karzai, lors d'une rencontre à Ottawa en septembre 2006. La politique canadienne est Afghanistan est certainement un des enjeux qui mériteraient d'être débattu durant la campagne électorale actuelle.

nale afghane soit « responsable de la sécurité dans trois des six districts clés de Kandahar » et que quatre des cinq bataillons de l'armée afghane soient autonomes. Ceci signifie que le gouvernement Harper sait pertinemment que la tâche de l'OTAN dans la province sous responsabilité canadienne ne sera pas terminée d'ici 2011.

Troisièmement, même s'il atteignait ses objectifs, le Canada sera sans doute sollicité afin de « terminer le travail » à Kandahar. Que ce soit Barack Obama ou John McCain qui soit élu à la présidence des États-Unis, l'Afghanistan risque de

redevenir le centre d'attention de Washington dans sa guerre contre le terrorisme. Le désengagement militaire canadien pourrait donc irriter le futur résident de la Maison-Blanche. Quelle devra alors être l'attitude d'Ottawa face aux probables pressions américaines? Et plus largement, quelle attitude adopter face aux possibles pressions des autres pays membres de l'OTAN, ceux européens notamment qui, comme la France, ont réitéré leur engagement en Afghanistan et qui récusent tout calendrier de retrait militaire prématuré?

Les tentatives du gouvernement Harper d'améliorer les relations canado-américaines et franco-canadiennes pourraient ainsi être rudement mises à l'épreuve. De cela non plus, il n'est pas question dans cette campagne électorale. Force est de constater qu'une fois encore, les Canadiens comme les Québécois devront signer un chèque en blanc à leurs représentants politiques et faire confiance au prochain gouvernement fédéral pour mener une politique étrangère qui serve à la fois leurs intérêts et leurs valeurs.

FORUM@LAPRESSE.CA



Sarah Palin



Stéphane Dion

Palin contre Dion

Coincidence rare, deux débats importants se tiendront simultanément à la télévision jeudi prochain, à 21 h. Dans le cadre des élections fédérales canadiennes, il y aura le débat des chefs de partis en anglais, le « English Debate », et, dans le cadre des présidentielles américaines, celui des vice-présidents, le « Vice Presidential Debate ». À n'en pas douter, les Américains préféreront voir Sarah Palin en action plutôt que Stéphane Dion. Mais qu'en sera-t-il des Canadiens anglais? Favoriseront-ils la politique canadienne? Zapperont-ils? Cela tombe mal pour Stéphane Dion qui mise sur les débats pour se « refaire ». D'autant que le plus important des deux débats pour lui est justement celui en anglais, étant donné qu'il peut difficilement espérer un revirement chez les Franco-Québécois.

Sylvio Le Blanc, Montréal

Où est la passion d'antan

Statistiques Canada nous dit qu'à peine 60% des électeurs canadiens se prévalent de leur droit de vote depuis la fin du XX^e siècle. Devons-nous être étonnés? Ce qui nous est offert est-il attrayant, voire passionnant? Non. La campagne que nous vivons (?) depuis trois semaines est d'un ennui mortel. Quiconque, comme moi, a vécu les années 50 et celles qui ont suivi ne retrouve pas la passion d'antan que provoquaient les leaders charismatiques de l'époque. C'est en 1958 que le plus haut taux de participation de l'électorat, 81%, a été atteint. C'est 20% de plus qu'en 2000. C'est que nos leaders, John Diefenbaker, Réal Caouette, Lester Pearson, Tommy Douglas, Pierre Trudeau, Brian Mulroney et Jean Chrétien savaient comment fouetter l'enthousiasme populaire grâce à leurs programmes dynamiques et leur charisme indiscutable. Pouvons-nous dire que nos leaders actuels sont du même cru? Quand on accorde une dizaine de jours à la campagne au domaine de la culture du Québec et un budget de 45 millions de dollars, c'est qu'on est en manque de contenu électoral. On a beau donner raison aux artistes, il reste que ce débat futile n'intéresse qu'une minorité d'électeurs et ne devrait pas faire partie des grands enjeux et thèmes d'une campagne électorale à la grandeur du pays.

Pierre Dufault, Brossard

Art et politique

Je ne suis pas tout à fait d'accord avec les coupes de M. Harper dans la culture, mais je crois que les artistes devraient s'en tenir à leur art plutôt que de faire de la politique. Je n'ai absolument pas besoin de leurs commentaires pour prendre mes décisions. En passant, je me fous éperdument de savoir pour qui VLB va voter aux prochaines élections fédérales.

Daniel Thérien

Trop jeunes contrevenants

Cinq mois après que le gouvernement du Canada ait augmenté l'âge légal du consentement sexuel de 14 à 16 ans, M. Harper propose l'incarcération à vie pour les enfants de 14 ans qui auraient commis des crimes majeurs. Le juge retraité de la Cour du Québec, Gérard Rouleau, qualifie la proposition du premier ministre d'inconséquente et de catastrophe pour la jeunesse. À cet âge, dit-il, la responsabilité parentale devrait prédominer. Le gouvernement ne doit pas perdre de vue les problèmes de maladie mentale, de toxicomanie et d'inadaptation sociale inhérents à la condition criminelle. La prévention, l'atténuation de ces réalités et de leurs conséquences, devrait primer sur la répression. Si M. Harper traite les délinquants juvéniles comme il a traité l'environnement ou les artistes à ce jour, c'est-à-dire en « bully », la criminalité ne pourra que croître.

Robert Poulin, Saint-Jean-Christophe

Un climat malsain

Chacun a droit à ses opinions sur la culture, l'avortement, les jeunes contrevenants ou l'environnement. Cependant, ne devrait-on pas s'inquiéter d'un gouvernement qui refuse de participer au débat public, qui limite le droit à l'information – peu importe que les demandeurs soient journalistes ou simples citoyens – qui impose des sanctions à ses fonctionnaires lorsque ceux-ci font bien leur travail, qui entrave l'exercice de la démocratie et la bonne marche des commissions parlementaires, qui musèle ses ministres et ses fonctionnaires, qui menace de mater l'opposition avant même d'avoir été élu, qui cultive la division entre ses citoyens au lieu de nourrir leurs rêves? Est-ce bien le climat que nous nous souhaitons pour les prochaines années?

Johanne Tremblay, Montréal

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION (514) 285-7070 commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 cyberpresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS (514) 285-6816 dec@lapresse.ca

CARRIÈRES (514) 285-7320 carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ (514) 285-6931